

chef du gouvernement a changé d'opinion sur cette matière. Le projet d'envoyer des représentants du Canada à l'étranger a été vivement dénoncé dans cette Chambre. Je votai, dans cette circonstance, avec sir Alexander Galt, contre ses amis de l'autre côté de la Chambre. Je félicite l'honorable monsieur d'avoir modifié sa manière de voir, et je suis heureux de voir qu'il commence à croire que les Canadiens sont capables de conduire leurs propres affaires, même quand il s'agit de relations commerciales avec l'étranger.

La motion est adoptée.

#### IMPRESSIONS DES DÉPARTEMENTS.

##### DEMANDE DE DOCUMENTS.

M. ROSS (Middlesex-Ouest) : Je propose qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur-général pour obtenir copie de toutes annonces demandant des soumissions pour les impressions des départements, la reliure, etc. ; les noms des journaux dans lesquels ces annonces ont paru, l'espèce et la quantité d'ouvrage, ainsi que copie de toutes les soumissions, de la correspondance et des arrêtés du conseil s'y rapportant.

M. BOWELL : Toutes les informations demandées par cette motion, à l'exception des noms des journaux où les annonces ont paru, paraîtront dans le rapport du secrétaire d'état, qui sera déposé sur le bureau sous peu, s'il ne l'est pas déjà ; et si l'on insiste alors pour avoir la liste des journaux, elle sera déposée aussi.

M. ROSS (Middlesex-Ouest) : Cette liste n'est pas d'une grande importance.

La motion est retirée, de l'assentiment de la Chambre.

#### TERRITOIRES DU NORD-OUEST — IMPORTATION DES BESTIAUX.

##### RÉSOLUTION PROPOSÉE.

M. MILLS fait la motion suivante : " Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable de permettre aux habitants de Manitoba et des territoires du Nord-Ouest d'importer des vaches et des bœufs des Etats-Unis." Nous sommes tous plus ou moins intéressés, dit-il, au progrès de l'immigration, et les honorables messieurs de l'autre côté ont déclaré qu'ils étaient toujours prêts à corriger les erreurs qui pourraient avoir été commises. Je ne

M. MACKENZIE.

leur demande pas, par cette motion, d'altérer la politique fiscale du pays. Mais il a été passé un arrêté du conseil pour interdire l'importation en Canada de bestiaux venant des Etats-Unis, et une défense semblable a été faite par le gouvernement américain, en représailles, pour les bestiaux venant du Canada. Ces mesures sont de nature à nuire aux cultivateurs de Manitoba et du Nord-Ouest. Des personnes résidant au Nord-Ouest même ont attiré mon attention sur ce sujet, soit par lettres, soit de vive voix, et elles m'ont fait connaître qu'elles se proposaient d'émigrer au Dakota ou au Minnesota dès le printemps si on ne leur permet pas d'aller acheter dans les Etats voisins les animaux de ferme dont elles ont besoin, et qui, pour plusieurs, sont leur unique moyen de subsistance en attendant la récolte.

M. POPE (Compton) : Je suis d'accord avec l'honorable député sur ce point et je pense comme lui qu'il est très important que les colons de Manitoba et du Nord-Ouest aient la liberté d'importer des Etats-Unis, non-seulement des vaches et des bœufs, mais encore des taureaux, et c'est pour cela qu'en adoptant l'ordre en question, nous avons fait exception pour le Manitoba, la Colombie et le Nord-Ouest. Les cultivateurs de cette partie du pays peuvent importer autant de ces bestiaux qu'il leur convient. En conséquence, je présume que la motion sera retirée.

M. MILLS : J'ai dit simplement que ces renseignements m'avaient été communiqués verbalement et par écrit par des intéressés.

M. POPE : Si ce sont les officiers du gouvernement qui ont mal représenté la teneur de l'ordre du conseil, je le regrette vivement.

M. MILLS : Ce ne peut être que monsieur Bradley qui aurait agi de cette façon.

M. POPE : M. Bradley a représenté seulement qu'il était important de permettre l'importation de bestiaux des Etats-Unis en franchise. L'honorable député est ainsi dans l'erreur sur le compte de ce monsieur.

M. RYAN (Marquette) : L'honorable député de Bothwell (M. Mills) ne demande pas que le gouvernement modifie son système fiscal. Je crois que le gouvernement ferait bien en agissant ainsi. Il est dans l'intérêt des émigrants